



Conseil de sécurité

CS/8652

Département de l'information • Service des informations et des accreditations • New York

LES CHOIX DU HAMAS CONSTITUERONT LA VARIABLE LA PLUS IMPORTANTE DE L'AVENIR DU PROCESSUS DE PAIX AU MOYEN-ORIENT, DÉCLARE ALVARO DE SOTO AU CONSEIL DE SÉCURITÉ

Les choix qu'opérera le Hamas constitueront la variable la plus importante de l'avenir du processus de paix au Moyen-Orient, a déclaré ce matin, au Conseil de sécurité, le Coordonnateur spécial pour le processus de paix dans cette région, Alvaro de Soto. Alors que le Conseil procédait à son évaluation mensuelle du processus de paix, le Coordonnateur spécial lui a rappelé que dans le territoire palestinien occupé, un gouvernement démocratiquement élu, qui sera dirigé par le Hamas, une organisation formellement engagée dans la destruction d'Israël et dans des actes terroristes condamnables, est en cours de formation.

Alvaro de Soto a également rappelé qu'Israël, qui entre dans la phase finale de sa campagne législative, a déjà mis fin au transfert des revenus douaniers et de la TVA à l'Autorité palestinienne, en même temps qu'il a resserré sa politique de fermeture des frontières. Avant d'en venir à la situation au Liban où un dialogue national devrait commencer le 2 mars, le Coordonnateur spécial a exprimé le vœu que le nouveau Gouvernement, dirigé par le Hamas, s'en tiendra aux principes édictés par le Quatuor, non pas à cause des pressions extérieures, mais parce que le peuple palestinien a le droit d'attendre de ses autorités qu'elles répondent à leurs aspirations à la paix et à un État souverain.

Exposé

Dans son intervention, le Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient, ALVARO DE SOTO, a rappelé qu'après les élections législatives de l'Autorité palestinienne, le Quatuor a dit sa conviction qu'un nouveau gouvernement palestinien doit s'attacher à la non-violence, reconnaître à Israël le droit d'exister et respecter les accords et obligations convenus précédemment, y compris la Feuille de route. Le Quatuor a prévenu que l'assistance des donateurs sera déterminée par l'attachement du nouveau gouvernement à ces points.

Le Coordonnateur spécial a aussi rappelé que le 21 février dernier, le Président Mahmoud Abbas a demandé à Ismail Haniye du Hamas de former un gouvernement. Le Hamas et le Fatah ont, en conséquence, entamé des consultations sur le programme de ce nouveau gouvernement et la participation éventuelle du Fatah. De son côté, Israël a déclaré clairement qu'il n'aurait aucun contact avec une Autorité palestinienne dirigée en partie ou complètement par le Hamas.

Au cours de la campagne électorale, le Premier Ministre israélien a parlé à la fois du lancement des négociations sur le statut final pour autant que le nouveau gouvernement palestinien accepte les principes posés par le Quatuor, et de la possibilité de définir unilatéralement les frontières d'Israël de manière à garder l'ensemble de Jérusalem et les colonies de la Cisjordanie et d'exercer un contrôle sur la Vallée du Jourdan.

Alvaro de Soto a ensuite rendu compte de la poursuite de la violence et des politiques liées à la fermeture des frontières, à la construction du Mur de séparation et aux colonies de peuplement. Il a indiqué qu'à ce jour, l'Autorité palestinienne fait face à un déficit budgétaire d'au moins 260 millions de dollars qui résulte du refus d'Israël de transférer les 130 millions de dollars de taxes et de revenus douaniers qui reviennent de droit à l'Autorité. Le Coordonnateur spécial s'est donc félicité de la décision de l'Union européenne de fournir 143 millions de dollars d'assistance d'urgence.

La formation du nouveau gouvernement et son programme sont attendus pour évaluer l'engagement au principes du Quatuor, a cru comprendre le Coordonnateur spécial qui a néanmoins prévenu que toute réduction de l'assistance avant cette date pourrait être interprétée par les Palestiniens et le monde arabe comme une punition collective du peuple palestinien en raison de la manière dont il a voté le 25 janvier dernier.

Si l'Autorité palestinienne, a-t-il encore prévenu, est privée des moyens de fournir les services sociaux de base et de payer les salaires, les conséquences humanitaires, économiques, institutionnelles, politiques et sur la sécurité seront très graves. Si l'Autorité palestinienne, qui est une créature du processus d'Oslo, se voit sacrifiée, elle disparaîtra en même temps que l'espoir de voir naître un État palestinien dans un délai raisonnable, étant donné que l'Autorité palestinienne est le fondement de tout État. Les conséquences d'un tel scénario seraient prévisibles non seulement pour les parties, mais aussi pour la région et la sécurité internationale.

La paix ne peut être imposée unilatéralement, tout comme elle ne peut être réalisée durablement en dehors du cadre régional, a aussi averti Alvaro de Soto en se félicitant des efforts déployés par les pays de la région pour remettre sur la table l'Initiative de paix arabe, qui est une partie intégrante de la Feuille de route du Quatuor et une composante essentielle des accords auxquels une adhésion continue des Palestiniens peut être attendue. Le Coordonnateur spécial a rappelé la détermination du Quatuor à consulter les acteurs régionaux.

Abordant la situation au Liban, Alvaro de Soto a rappelé que trois jours après la commémoration du premier anniversaire de la mort de l'ancien Premier Ministre, Rafic Hariri, le Gouvernement libanais a annoncé la tenue d'un dialogue national sur la poursuite de l'enquête menée par la Commission internationale indépendante, la création d'un tribunal international pour juger les personnes présumées responsables de l'assassinat de l'ancien Premier Ministre, la mise en œuvre de la résolution 1559 du Conseil de sécurité ou encore les relations entre le Liban et la Syrie. Le Coordonnateur spécial a aussi rendu compte des échanges de tirs qui ont eu lieu le long de la Ligne bleue et des violations de cette dernière par l'aviation israélienne.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel